

## *FORUM DE L'AGOA : Ces questions qui seront à l'ordre du jour*

Le Forum de l'Agoa débute bien ce matin à Dakar malgré les rumeurs annonçant son annulation. Malgré un cadre préférentiel, les échanges avec les Etats-Unis demeurent faibles et principalement dominés par les exportations de produits pétroliers. Pour le millier de participants au quatrième forum de l'Agoa, la diversification des échanges entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Afrique, comme le souligne le communiqué publié par le centre culturel américain, sera la préoccupation fondamentale. " Il s'agit du principal véhicule du gouvernement des Etats-Unis pour énoncer sa politique en matière de commerce et d'investissement envers les pays d'Afrique subsaharienne pouvant prétendre à bénéficier des avantages de cette loi ", indique le communiqué. Les trois réunions qui mettront en face, respectivement les représentants du secteur privé, des Ong et de l'administration des deux pays devraient également permettre, durant les trois jours que durera le forum, " d'envisager de nouvelles façons de renforcer les relations économiques entre les Etats-Unis et les pays africains dans le cadre de la loi sur la croissance et les opportunités économiques en Afrique (Agoa) ". Côté délégations gouvernementales, le renforcement de la coopération commerciale et économique entre les Usa et l'Afrique subsaharienne, les moyens d'attirer les investisseurs, l'établissement de nouveaux liens entre le secteur public et le secteur privé en matière de coopération agricole, le commerce des produits agricoles de grande valeur et l'incidence de la pandémie du Sida seront au menu des discussions. Quant au secteur privé, leurs représentants traiteront également de questions agricoles ainsi que de la facilitation des échanges, du tourisme ainsi que du développement du secteur privé pendant que les Ong s'appesantiront sur leur rôle dans la mise en oeuvre de l'Agoa, du Compte du Millénaire et de la relation entre l'enseignement et le développement. Initialement adoptée le 18 mai 2000 au titre de la loi sur le commerce et le développement, l'Agoa a été prolongée le 18 juillet 2002 par le président Bush, marquant ainsi une extension du champ d'application du traitement préférentiel réservé aux pays bénéficiaires qui sont actuellement au nombre de 37 sur 48 potentiels. Le 12 juillet 2004, une autre extension, appelée Agoa 3, a permis d'offrir des " incitations tangibles aux pays africains qui continuent leurs efforts de libéralisation de leur économie ".

Selon les statistiques fournies côté américain, les échanges entre les Etats-Unis et l'Afrique subsaharienne ont progressé de 37% en 2004 pour atteindre 44,4 milliards de dollars. Alors que les exportations américaines vers cette partie du continent ont haussé de 25% par rapport à 2003 atteignant 8,6 milliards de dollars, les importations en provenance de l'Afrique subsaharienne sont estimées à 26,6 milliards de dollars en 2004, (+88%). Toutefois, elles demeurent largement dominées par les produits pétroliers ; les importations non pétrolières ne représentent que 3,5 milliards de dollars dans ce volume. Pays éligible à l'Agoa depuis 2002, le Sénégal peine à trouver à ses exportations leur voie vers les Etats-Unis. La rencontre de Dakar devrait permettre de dégager les moyens d'un plus grand accès au marché américain.

Outre Mme Condolezza Rice, le chef de la diplomatie, la délégation américaine devrait comprendre la secrétaire d'Etat adjointe aux affaires africaines, Mme Constance Newman, ainsi que le secrétaire d'Etat à l'Agriculture, M. Mike Johannis et le président de la société du Compte du millénaire, Paul Applegarth. Ce dernier va mettre à profit son séjour pour signer avec les autorités sénégalaises un accord financier préliminaire qui devrait marquer la première concrétisation de l'éligibilité d'un pays africain au Compte du Millénaire.

M.M.D

## *ME ABDOULAYE WADE : « L'Agoa est le chemin qui conduit l'Afrique vers la mondialisation »*

Le quatrième forum de l'Agoa a débuté hier à Dakar. Pour les 37 pays qui prennent part à la rencontre, il s'agit, après l'éligibilité, de savoir réellement tirer profit de cette opportunité. Bush était hier au Méridien Président. Oui Georges W ! Non pas qu'Air Force One, son imposant avion de commandement, ait atterri en catimini sur le tarmac de l'aéroport Léopold Sédar Senghor mais bien parce que, par la magie des nouvelles technologies de l'information et de la communication, il s'est retrouvé, pendant près de cinq minutes, projeté sur les écrans de la salle du Palais des congrès. Et le président américain de délivrer son message après avoir " au nom de l'Amérique, adressé ses salutations à toutes les nations représentées " à ce quatrième forum de l'African growth opportunity act (Agoa). "L'Agoa veut contribuer au développement de la prospérité constatée dans plusieurs régions d'Afrique ", indique-t-il avant d'ajouter : " L'Afrique est riche en talents et en opportunités et ensemble, nous aiderons les peuples africains à réaliser les aspirations qu'ils méritent ". Pour le président sénégalais, cette adresse du président Bush est un " message d'optimisme ". " L'Agoa symbolise une nouvelle vision des relations internationales ", poursuit-il, avant d'ajouter que " l'Agoa est le chemin qui conduit l'Afrique vers la mondialisation. " C'est une chance historique à saisir, dit Me Wade qui se félicite du fait que certains opérateurs économiques sénégalais aient déjà commencé à pénétrer le marché américain. " Il est bon que les Africains abordent ce combat pour la mondialisation avec une mentalité de gagnant et non pas de perdant ", préconise Me Wade, tout en soulignant que le message du président Bush confirme l'extinction du binôme aide-crédit. La question des subventions agricoles est aussi revenue dans le discours du président de la République qui a salué l'engagement du premier des Américains de procéder à terme à la suppression des aides accordées aux cotonculteurs de son pays et qui handicapent lourdement les agriculteurs des pays pauvres. " La croissance pour l'éradication de la pauvreté, le commerce pour réaliser la croissance et l'Agoa pour réaliser le commerce " : ainsi résume le chef de l'Etat sénégalais sa vision de cette initiative américaine dans un triptyque avant de terminer par une invite aux investisseurs américains à venir investir en Afrique. Pour le secrétaire d'Etat américain à l'Agriculture, Mike Johanns, le président Bush s'est engagé à tout mettre en oeuvre pour soutenir les Africains. L'objectif visé à travers la mise en place de l'Agoa est de créer 10 millions d'emplois en Afrique subsaharienne et d'arriver d'ici à 2015 à ce que 90% des produits exportés par cette partie du continent puissent entrer librement sur le sol américain en franchise de taxes. Le Dr Cindy Courville, conseillère du président Bush, qui l'a précédé à la tribune pour l'introduire, avait auparavant assuré les participants venus des 37 pays africains éligibles à l'Agoa du soutien du gouvernement des Etats-Unis à tout mettre en oeuvre pour que l'Agoa soit un succès. Quant au ministre sénégalais du Commerce, M. Mamadou Diop Decroix, il a insisté sur la nécessité " d'élargir le spectre des bénéficiaires à tirer de l'Agoa ", rappelant que, avec 90% des bénéficiaires réalisés uniquement par cinq pays dont les trois quarts des opportunités commerciales restent encore concentrées sur le secteur pétrolier.

A l'issue de cette cérémonie inaugurale, le président de la République a tenu une séance avec les investisseurs américains en Afrique qui ont présenté l'état de leurs projets. Ce fut aussi l'occasion d'un dialogue sur l'état de l'économie sénégalaise et ses performances et la stratégie de croissance accélérée et ses objectifs ainsi qu'une invite à mieux s'intéresser à ce qui se fait sous leurs yeux.

Malick M. DIAW

## *BACAR DIA, MINISTRE DE L'INFORMATION : Les conditions d'un Sénégal émergent avec l'Agoa et le Mca*

Le choix de notre pays pour abriter le Forum annuel de la loi sur la croissance et les opportunités pour l'Afrique (Agoa) devant renforcer le partenariat entre les Usa et les pays d'Afrique subsaharienne, « n'est pas fortuit », selon le ministre de l'Information Bacar Dia. En pensant aux 10 millions de jeunes et de femmes concernées, Bacar Dia, ministre de l'Information et porte-parole du gouvernement, estime que : « ce qu'il faut en comprendre, c'est la claire confiance chez les pays amis du monde que le processus est déclenché pour le Sénégal économique ». En effet, près d'un millier d'éminentes personnalités sont à Dakar depuis hier pour ce 4e forum regroupant les experts américains des Finances et du Commerce, avec leurs pairs africains, le secteur privé et la Société civile pour des échanges qui vont durer jusqu'à demain autour du thème : « Etablir un lien entre l'Afrique et les Etats-Unis : Nouveaux partenariats et Nouvelles opportunités ».

Dans le contexte actuel de l'Union africaine, du Nepad et des Objectifs du millénaire pour le développement, cette rencontre a été saluée par tous, au même titre que le Millenium challenge account (Mca) auquel le Sénégal est éligible en même temps que trois autres pays d'Afrique francophone (Bénin, Mali, Madagascar). Elle doit permettre aux 37 pays éligibles (sur 48 potentiels) d'ouvrir de nouvelles perspectives, après la prolongation exceptionnelle accordée par le Président Bush jusqu'en 2015. Pour Bacar Dia, qui en appelle à la sérénité face à la situation actuelle où l'actualité est dominée par la détention en garde à-vue de l'ancien Premier ministre Idrissa Seck : « il ne faut pas oublier qu'après avoir fait passer le budget de 500 à 1.200 milliards de F.Cfa, le Sénégal est le premier pays de l'Uemoa avec un taux de croissance de 6 %, une inflation maîtrisée, en somme des agrégats économiques stables ».

De fait, les critères d'éligibilité au Mca sont l'orientation dans le sens de l'économie de marché, la bonne gouvernance et un environnement économique stable. Alors que l'Agoa, « exige en principe que les pays bénéficiaires continuent à progresser vers une économie de marché, l'État de droit et le libre-échange, et qu'ils mettent en oeuvre des politiques économiques susceptibles de réduire la pauvreté, tout en assurant la protection des droits des travailleurs ».

Fort de ces atouts, le Sénégal n'est pas resté les bras croisés, puisqu'il a mis en train la Stratégie de croissance accélérée (Sca) qui devra réduire le délai pour atteindre les Omd avant la date fatidique de 2015. La confiance placée en ce pays, qui veut relever le défi de l'émergence, second pays africain après Maurice à abriter un tel Forum, amène le ministre Bacar Dia à aller plus loin en affirmant que : « le Sénégal politique et économique doit déboucher sur le Sénégal social ». À cet égard, il souligne que c'est ce qui a poussé le Chef de l'Etat « à inverser les tendances dans l'administration, par un recrutement de 5.000 fonctionnaires chaque année, à la place des départs volontaires, par l'augmentation des salaires, par la décision d'affecter 40 % du budget à l'Education, etc. »

Égrenant les réalisations des quatre dernières années en matière éducative et de santé, il estime aussi que : « le Sénégal est un pays politiquement stable où toutes les institutions fonctionnent normalement, économiquement audacieux et socialement très soucieux des conditions de vie des populations ».

« C'est dans ce contexte que nous recevons l'Agoa, contexte aussi marqué par une volonté fortement affichée de mettre le secteur privé dans les conditions optimales de son épanouissement, avec la réduction de l'impôt sur les sociétés que le président Wade envisage de faire tomber de 33 à 25 % en 2006 », ajoute le ministre de l'Information, porte-parole du gouvernement, qui se dit convaincu que les conditions sont réunies pour « une installation définitive et irréversible du Sénégal émergent ».

FARA SAMBE

## *AGOA - L'information : le talon d'Achille*

L'information sur l'Agoa ne passe pas encore tout à fait. Nombre de pays africains ne connaissent pas encore les vrais contours de cette initiative.

" Nous n'avons pas suffisamment d'information sur les opportunités offertes par l'Agoa ". M. Amadou Issakha, le directeur général de la Promotion de l'Artisanat du Niger, ne cache pas son niveau de sous information sur l'Agoa. Son pays, éligible, en est encore à l'élaboration d'un dossier sur le textile tissé dans la catégorie des produits neufs. Bien que figurant parmi les Etats qui tirent le plus profit de l'Agoa en ce moment avec des exportations de produits pétroliers, le Nigeria a aussi beaucoup d'efforts à faire pour ne pas réduire ses chances aux seules ventes d'or noir. " Le problème que nous avons, c'est l'information. On a l'impression chez nous quand on parle d'Agoa que tout se résume au pétrole. Or, il y a beaucoup d'autres potentialités non encore mises à contribution", se plaint M. Peter Babare, du Prince Farmer Association of Nigeria.

" Nos producteurs s'intéressent d'abord à notre marché qui est très large mais notre potentiel de production agricole devrait nous permettre de mieux tirer profit des possibilités que les Etats-Unis offrent à l'Afrique. Pour cela, il faut d'abord que les gens soient mieux informés et que nous sortions du diktat du pétrole ", préconise M. Babare.

Pour le conseiller économique de l'ambassade du Sénégal aux Etats-Unis, M. Ahmadou Fall, le marché américain est " un marché facile et complexe à la fois et dont le potentiel est presque illimité.

Le problème avec l'Agoa, c'est que pendant longtemps, au Sénégal, comme dans d'autres pays africains, on s'est focalisé sur le textile. " En plus de cet obstacle, M. Fall est d'avis que les barrières non tarifaires qui pèsent sur l'entrée des produits agricoles sont de nature à décourager bon nombre d'exportateurs.

" La solution viendrait de ce que chaque pays évalue objectivement son appareil de production. Ce n'est qu'après, en ne se focalisant pas seulement sur le textile, qu'une stratégie peut être dégagée tout en se gardant de vouloir trop embrasser ", estime M. Fall.

M. M. D

## *EXPORTATION DE MEUBLES : Quand le made in Senegal fait recette Outre-Atlantique*

Dans les jardins de l'hôtel Méridien, une exposition réservée aux entreprises locales exportatrices sur les Etats-Unis va se dérouler. En attraction, il y aura sans doute des meubles fabriqués par une jeune entreprise qui a fait de New York un de ses principaux points de vente.

Au début était un déclic. Lorsqu'en 2001, Latyr Diop, passe devant Soumbédioune, la beauté des meubles qui y sont exposés ne le laisse pas indifférent. Alors en vacances au Sénégal, lui qui vit au pays de l'Oncle Sam depuis 12 ans, se demande pourquoi de telles marchandises ne devraient pas être exportées aux Etats-Unis. "Les jeunes gens que j'ai interrogés sur place m'ont alors répondu que s'ils avaient du matériel, rien ne s'y opposerait", raconte-t-il. " Je suis allé aux Etats-Unis où le lendemain de mon retour, j'ai pu convaincre des amis et rassembler 201.000 dollars (près de 130 millions de Fcfa) avant de foncer sur l'Italie pour y acheter du matériel de menuiserie ". C'est une nouvelle vie qui commence alors pour ce jeune Sénégalais, à la trentaine entamée. Il cède ses parts dans l'entreprise qu'il dirigeait jusque-là, un " same day delivery " opérant dans la zone de New York, New Jersey et Connecticut et rentre au Sénégal. Finie la livraison. Vive le bois et le " Koch B.", ainsi que lui et ses cinq associés, des Sénégalais expatriés, ont choisi de nommer leur entreprise de menuiserie ébénisterie. " je rêvais déjà d'une telle opportunité ", dit-il. Sauf que les débuts seront ceux de la désillusion. Installé à Touba, celui qui l'aide à monter l'affaire le roule dans la farine. Mais il faut beaucoup plus que cela pour le décourager. Après cette mauvaise expérience, c'est la délocalisation à Dakar. En novembre 2003, la première collection est lancée et un premier show room est ouvert sur la route des Almadies en janvier 2004. " Nous ne travaillons qu'avec du bois massif de toutes les gammes pour faire du mobilier contemporain", précise-t-il. Armoires, portes, meubles de salons, tables à manger, bref tout ce qui est mobilier, passe entre les mains des artisans de cette entreprise. Agrémentés de verre, de paille tissée ou d'autres matériaux, les meubles de Koch B. prennent le chemin d'outre-Atlantique quand ils ne sont pas vendus au Sénégal à des prix variant entre 25.000 Fcfa et 1.600.000 Fcfa.

Le 07 décembre dernier, Koch B. qui est présent sur Internet, a ouvert sur l'une des plus prestigieuses avenues de New York à Lafayette Ground Floor, un show room, dans le quartier Soho exactement, inauguré par le ministre de l'Industrie et de l'Artisanat au nom du Président de la République. Au Sénégal, la station balnéaire de Mbour, Saly Portudal en a accueilli aussi un, il y a trois mois. Entre 2003 et 2004, le chiffre d'affaires est passé de 73 millions à 300 millions de Fcfa. Avec deux ateliers, dont une unité de menuiserie basée à la Sodida, le groupe Koch B. dont l'espace d'exposition aux Almadies abrite aussi un bar restaurant, emploie 92 personnes. Pape Moussa, un des associés expatriés de Latyr, présent hier dans les jardins de l'hôtel au moment où était aménagée l'exposition, ne se contente pas de telles performances. " Nos unités de productions restent à parfaire pour mieux répondre aux attentes du marché américain d'où le business plan que nous avons soumis à la Boad", explique-t-il. Excepté un crédit de 100 millions de Fcfa accordé par une banque de la place, l'entreprise roule principalement sur fonds propres. " Le bois de premier choix coûte cher et est parfois en rupture. Il faut des moyens conséquents pour aller le chercher au Gabon ou encore au Cameroun", souligne Latyr. Quid des difficultés qu'il y a pour une Pme sénégalaise à pénétrer le marché américain. " A mon niveau, je n'en ai pas. C'est là-bas que j'ai appris à faire du business. C'est un marché que je maîtrise mieux que celui du Sénégal ", répond Latyr. " On ne comprend pas qu'une entreprise comme la nôtre ne puisse pas bénéficier du budget de l'Etat réservé à l'achat de mobiliers ", s'interroge Pape Moussa. Les containers de meubles qui ont été déjà envoyés aux Etats-Unis où certains de leurs produits sont vendus jusqu'à 7000 dollars (plus de 3,5 millions de Fcfa) pièce, n'ont pas beaucoup coûté en taxes puisqu'ils étaient en bois massif. Avec l'agrément du paille tissée au régime de l'Agoa, ce sont d'autres perspectives qui s'offrent à eux. Les 25 à 30%

de taxes qui frappaient leurs produits faits avec cette matière vont disparaître. " Pour nous, cette rencontre sur l'Agoa, doit surtout à nous servir à développer notre portefeuille de partenaires ", espèrent Latyr et Pape Moussa. Ils pourraient ne pas être déçus, si l'on en juge de par la curiosité qu'ils ont commencée à susciter dans les jardins du Méridien. 800 invités des organisateurs du Forum, dont, dit-on le président Wade, devraient défiler sur les lieux, entre 17 et 21 heures, sous les tentes aménagées sur le front de mer. Hier, alors même que l'aménagement de leur vaste stand n'était pas encore terminé, certains touristes n'hésitaient pas à quitter la piscine pour aller contempler la beauté des meubles, entièrement made in Sénégal, qui ne manquent ni d'assurance, ni de charme ...en maillots de bain.

---

## *MIKE WILLIAMS, CONCEPTEUR DE L'AGOA : « L'agriculture va offrir beaucoup d'opportunités »*

Celui à qui on doit la création de l'Agoa est présent au forum de Dakar. Mike Williams vit présentement au Nigeria où il préside l'Institut de développement américano-nigerian, spécialiste des questions agricoles et d'habitat. Il raconte ici la gestation de cette initiative. Comment vous est venue l'idée de lancer l'Agoa ?

En 1994, j'ai passé les fêtes de Noël en Côte d'Ivoire, à Dakar au Sénégal et à Accra au Ghana. L'une des choses que j'y ai remarquées, c'était l'absence d'échanges commerciaux entre ces pays et les Etats-Unis. A cette époque-là, j'étais chef de cabinet d'un membre du Congrès américain. Celui-ci, M. Mc Donnett, était le responsable de la commission des relations commerciales des Etats-Unis. Nous avons alors décidé de discuter avec le gouvernement américain de la possibilité de favoriser l'expansion des échanges commerciaux avec l'Afrique.

C'est ainsi que nous avons commencé à travailler là-dessus de 1994 à mai 2000, moment où la loi a été votée par le Congrès A quelles mutations a-t-il fallu procéder pour adapter l'Agoa, après cette première phase, aux réalités du continent ?

Il y a eu plusieurs réformes qui se produites depuis Agoa I à II et maintenant Agoa III Quel est le sens de ces ajustements ?

L'Agoa est une ouverture du marché américain aux exportations africaines. Mais cela dépend des produits que les exportateurs veulent vendre. En ce moment, les produits qui peuvent être exportés vers les Etats-Unis sont surtout ceux du textile et de l'habillement.

Comment se fait-il que l'essentiel des exportations porte sur le pétrole et quelle solution voyez-vous pour favoriser la diversification des produits ?

Il y a une évolution en cours. Ce qu'il faudrait souligner, c'est que les statistiques actuelles sont basées sur les anciennes relations qui guidaient les échanges commerciaux entre les Etats-Unis et l'Afrique et dont le pétrole est la dominante majeure. Depuis 1996, les statistiques indiquent une nette percée d'autres produits notamment le textile. Ce n'est sans doute pas suffisamment, mais si vous regardez les échanges faits entre 1996 et 2005, on constate une évolution des échanges non pétroliers qui passent d'un volume quasi-nul à deux milliards de dollars.

En quoi l'avènement de l'Agoa peut-il changer les relations entre les Etats-Unis et l'Afrique en termes d'influence ?

A mon avis, l'Agoa permet de changer la perception que le secteur privé américain a de l'Afrique. Avant l'Agoa, l'Afrique se résumait aux yeux des Américains aux crises et conflits

qui la minent, à la pauvreté, au Sida etc. Après l'Agoa, c'est d'opportunités commerciales dont on parle maintenant. Si l'on sait que l'Agoa n'existe que depuis quatre ans, il faut donc considérer que cette initiative en est toujours à ses premiers pas et a un important développement à faire. Le but de ce quatrième forum est de pousser les hommes d'affaires africains à mettre à profit le potentiel de leur agriculture, à explorer d'autres créneaux d'exportation aussi comme les produits qui peuvent intéresser les ménages américains, donc à diversifier et à aller au-delà du textile. Cependant, le préalable à une telle démarche, c'est d'avoir de meilleurs entrepreneurs africains.

Existe-t-il au niveau de l'Agoa un mécanisme apte à renforcer les capacités des Entrepreneurs, à répondre à leurs besoins de financement ou encore permettant de développer les infrastructures sur le continent ?

L'Agoa permet l'accès à certains marchés de capitaux, ce qui veut dire que les entrepreneurs américains cherchent à la fois à accéder, à se procurer des marchandises en Afrique mais aussi à y exporter. Ils sont susceptibles d'y chercher aussi bien des projets dans le marché du beurre de karité, de produits pharmaceutiques ou d'équipements entre autres.

En tant que fondateur du concept de l'Agoa, que ressentez-vous aujourd'hui, quatre ans après sa mise en oeuvre ?

C'est encore trop tôt pour émettre un jugement. C'est une énorme tâche que de réaliser les ambitions que l'Agoa s'est fixées. Il y a cent ans d'histoire à prendre en compte. Je suis quand même heureux de constater qu'il y a un aussi grand nombre d'hommes d'affaires venus assister à cette rencontre. Même si je suis à l'origine de cette idée qui m'est venue, peut être, par accident, je dois dire que je n'ai pas été le seul à travailler dessus. Il a fallu des centaines de personnes, des ambassadeurs africains mais aussi des Etats-Unis, des membres du Congrès, des Républicains, des démocrates, soient d'accord sur le concept pour que celui-ci puisse devenir réalité.

Comment voyez-vous l'avenir de l'Agoa ?

L'Agoa, c'est déjà 200.000 nouveaux emplois en Afrique, 2,5 milliards de dollars de nouveaux investissements aussi. Dans le futur, je crois que l'agriculture sera le domaine qui pourra générer le plus de valeur ajoutée aussi bien aux Etats-Unis qu'en Afrique. Elle peut donc offrir beaucoup d'opportunités.

---

## *PROPOS RECUEILLIS PAR FELIX NANKASSE & M.L. BADJI* *EXPORTATION : Le saut d'obstacles des produits africains*

Améliorer la compétitivité des produits au niveau régional pour mieux saisir les opportunités offertes par l'Agoa et conquérir ainsi le marché américain. C'est l'un des ateliers organisés dans le cadre du forum de l'Agoa sur le thème : " Expansion du commerce régional : opportunités, défis et obstacles ".

L'objectif de cet atelier est de voir la meilleure manière de réunir les conditions au niveau régional par le biais de l'intégration économique pour atteindre le marché américain dans le cadre de l'Agoa. Pour ce faire, Gilles Hounkpatin, directeur des politiques commerciales et douanières de la Cedeao, estime que " nous devons assurer la paix et la sécurité qui sont des éléments incontournables pour favoriser la croissance afin de développer les échanges intracommunautaires ". Si nous voulons être dans la mouvance de la mondialisation, explique M. Hounkpatin, " nous devons faire des efforts pour que nos produits soient d'abord compétitifs au niveau de nos Etats ce qui constituerait un pas important pour nous propulser vers l'économie mondiale ". C'est ain si, dit-il, que nous pourrions atteindre le marché mondial dans le cadre de l'Agoa qui est une facilitation offerte

aux pays africains. Mais pour remplir ces critères, rappelle M. Hounkpatin, les Etats africains doivent se battre en ce qui concerne le respect des normes sanitaires et phytosanitaires. D'où le préalable à la compétitivité de nos produits, rappelle M. Hounkpatin, qu'est le règlement des problèmes au sein des Etats en créant les infrastructures aptes à concourir à réduire les coûts de production. Sur ce point, le directeur des politiques commerciales et douanières de la Cedeao, soutient que " si les programmes qui figurent dans le Nepad se concrétisent, cela permettrait de solutionner ce problème qui est crucial pour le renforcement des échanges entre les pays africains " .

L'assainissement de l'environnement par la mise à niveau des entreprises, est selon M. Hounkpatin, ce qui va permettre de développer les capacités d'offres de nos produits en mettant l'accent sur les facteurs de production. Egalement, le facteur humain qu'il faut prendre en compte parce qu'aujourd'hui, nous devons avoir un personnel bien formé. La grande source de non compétitivité de l'agriculture sur le marché mondial, selon M. Hounkpatin, c'est que nos producteurs sont défavorisés par rapport à leurs collègues européens et américains qui bénéficient aussi bien des subventions à la production qu'à l'exportation. Cependant pour préserver les intérêts des opérateurs économiques et des industriels, M. Hounkpatin soutient qu' " au niveau de la Cedeao, ils sont vigilants dans le cadre des négociations des accords de partenariat avec l'Union européenne pour que les marchés ne soient pas ouverts à l'importation des produits venant de l'extérieur " .

Félix NANKASSE

---

### *Les Pme aussi veulent profiter de l'initiative américaine*

Elles sont petites, veulent s'en sortir par l'exportation de leurs produits, mais manquent de capacités financières et de savoirfaire en management. Comme en témoigne l'exemple de la Pme des artisans aveugles diplômés à Dakar. Les Petites et moyennes entreprises (Pme) d'Afrique entendent aussi saisir les opportunités offertes par la loi américaine pour la croissance et les opportunités en Afrique (Agoa). Hier, au deuxième jour du 4e Forum de l'Agoa à Dakar, un panel " Promotion des exportations des petites entreprises " leur a été justement consacré.

Pour les besoins, l'exemple de la Coopérative des artisans aveugles diplômés (Caad) du Sénégal a été le prétexte pour bien camper les enjeux. Ceux-ci ont été bien ressortis dans la présentation faite par des étudiants de l'Ecole supérieure de commerce de Dakar (Sup de Co.) et regroupés au sein d'une organisation pour le libre entrepreneuriat ou Sife (Students in free entreprise).

" Nous voulons profiter de ce forum pour trouver des opportunités de partenariat avec des entreprises américaines et africaines ", explique Awa Guèye Diagne, coordinatrice de Sife. Pas pour elle et ses camarades, mais pour la Pme des artisans aveugles. Ayant démarré ses activités en 2002, celle-ci " rencontre, aujourd'hui, des difficultés financières liées à la commercialisation de ses produits ", regrette-t-elle. La petite entreprise appartient à une quarantaine de non-voyants diplômés de l'Institut national d'éducation, de formation et de perfectionnement des jeunes aveugles à Thiès (Inefjat). Leur Pme fabrique des balais de cour, cantonnier ou coco (avec ou sans manche) ainsi que des serpillières. Mais, ces

nonvoyants qui veulent vivre de leur labeur ne voient pas comme il se doit, le fruit de leur travail. En cause, " le manque de compétitivité de leurs produits ", selon Mme Gueye Diagne. Plus exactement, ces produits pèchent par " non-respect aux normes de productions ". De plus, il manque à la Pme un savoir faire en management et en formulation d'un business plan ou Plan d'affaires. Or, " le monde des affaires à ses règles auxquelles on ne peut pas déroger " au risque de faire chou blanc, relève l'étudiante en commerce. Mme Diagne et ses amis déjà formés ou en cours de l'être en la matière ont envie d'éprouver leurs connaissances et ont pensé " mettre leur connaissance manageriale au profit des populations qui n'en ont pas la capacité ". Aussi, leur structure a-t-elle été choisie par les organisateurs du forum comme exemple de projet tampon aidant de petites entreprises à s'ouvrir et trouver un marché durable. Pour la Pme des aveugles, deux problèmes se posent : l'accès au financement et que faire des fonds s'ils sont acquis ?

Si dans le second cas, des structures comme Sife offre des solutions, les choses sembleraient plus compliquées pour ce qu'il en est du "nerf de la guerre ". Avec un modeste capital de 1 million de Fcfa, la Pme des aveugles, sise à Thiaroye-sur-mer, en a actuellement besoin pour prétendre au marché d'abord dans la sous-région et ailleurs, et pourquoi pas, aux Etats-Unis, notamment à travers l'Agoa. Car, dans le premier cas, les opportunités existent selon le directeur général de l'Agence pour la promotion et le développement de l'artisanat (Apda) du Sénégal. M. Seydou Touré a donné les exemples des différents Salon de l'artisanat ouest-africains comme le Siao.

Dans le second cas, l'objectif de la Pme des aveugles rencontre celui de l'Agence : " permettre une ouverture du marché américain aux produits artisanaux sénégalais ". Preuve que la solidarité entre entreprises africaines est une solution du reste largement partagée par les panélistes.

M.L.BADJI

---

### *Promotion des échanges : Un bureau du service commercial américain ouvert à Dakar*

Un Bureau du service commercial a été officiellement ouvert hier, à Dakar, par le directeur de cabinet du ministre du Commerce, Amadou Habibou Ndiaye, en compagnie du secrétaire adjoint au Commerce par intérim, M. David Sampson et de l'ambassadeur des Etats-Unis à Dakar, Richard Alan Roth. La cérémonie d'ouverture officielle s'est déroulée en présence des représentants du secteur privé sénégalais et des représentants de la délégation américaine au forum de l'Agoa.

Selon ses responsables, ce nouveau bureau, qui est une réalisation faite sous l'égide de l'Agoa, vient compléter un réseau ouest-africain pour aider les sociétés américaines à s'implanter dans 18 marchés émergents. Les membres de ce service commercial auront pour rôle d'aider les entreprises américaines et ouest-africaines à créer de nouveaux partenariats par le conseil d'affaires, la recherche de marchés, l'aide à l'identification de fournisseurs qualifiés et l'assistance pour la promotion des produits et des services américains en Afrique de l'Ouest. Ce bureau sera relié à une centaine d'autres aux Etats-Unis et une cinquantaine répartis sur le continent africain. Le bureau de Dakar servira également de plate-forme régionale pour la Côte d'Ivoire, le Tchad, la Gambie, la

Mauritanie, le Bénin, le Gabon, le Mali, le Niger, le Burkina Faso, la Guinée Conakry, le Togo, le Cameroun, le Cap-Vert, la Sierra Leone, le Libéria, la Guinée-Bissau et la Guinée Équatoriale.

Pour le directeur de cabinet du ministre du Commerce, Amadou Habibou Ndiaye, le commerce est le levier du développement des pays africains. Selon lui, le Sénégal, à côté de la coopération américaine, s'engage à tout faire pour maximiser les opportunités qu'offre l'Agoa. M. Ndiaye a également noté que l'ouverture de ce bureau du service commercial constitue un raccourci complémentaire dans les échanges entre le Sénégal et les Etats-Unis. " Ce nouveau bureau commercial aidera les chefs d'entreprise américaines à concrétiser le fantastique potentiel d'affaires qui existe non seulement au Sénégal, mais à travers l'Afrique de l'Ouest ", a estimé le secrétaire adjoint au commerce par intérim, David Sampson. Pour lui, la meilleure manière d'aider les gens à s'aider eux-mêmes c'est d'ouvrir les marchés, en encourageant " le commerce libre et équitable ".

MAMADOU SY